

Questions orales

L'hon. Bob Kaplan (solliciteur général du Canada): Monsieur le Président, je trouve très regrettable que le député s'amuse à répéter une série d'allégations à la Chambre des communes. J'espère que ses déclarations ne nuiront pas à la possibilité de faire rendre justice dans cette affaire.

* * *

LE TOURISME

L'AUGMENTATION DU DÉFICIT—LE PROJET D'ENTENTE AVEC L'ONTARIO

M. Otto Jelinek (Halton): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Industrie et du Commerce. Le ministre sait que notre déficit au chapitre du tourisme a atteint le chiffre sans précédent de 2.1 milliards l'an dernier. Et on prévoit qu'il atteindra 3 milliards cette année. Selon Statistique Canada, cela pourrait entraîner la perte de 150,000 emplois. L'une des causes de ces statistiques alarmantes est qu'il répugne au gouvernement libéral de collaborer avec les provinces. Par exemple, pourquoi le ministre n'a-t-il pas encore signé l'entente auxiliaire concernant le développement du tourisme avec le gouvernement de l'Ontario? Cette entente est en préparation depuis quatre ans. Si elle était conclue, elle favoriserait le tourisme dans cette province. Pourquoi le ministre ne s'est-il pas encore décidé? Et quand se décidera-t-il?

L'hon. Ed Lumley (ministre de l'Expansion industrielle régionale): Monsieur le Président, d'abord, pour répondre au préambule de la question du député, je dois dire que l'an dernier mon collègue, le ministre d'État chargé des Petites entreprises et du Tourisme, a fait un excellent travail dans ce secteur. Par exemple, il a accru les crédits pour la publicité. Il a aussi lancé un programme spécial de publicité dans le nord des États-Unis afin de stimuler le tourisme.

M. Jelinek: Et le déficit?

M. Lumley: Pour ce qui est de la collaboration avec les provinces, monsieur le Président, il me semble que nous avons réussi à conclure depuis cinq ou six ans neuf ou dix ententes auxiliaires en matière de tourisme. Par conséquent, le député manque de données précises en ce qui concerne la collaboration avec les provinces.

Pour ce qui est de la nouvelle entente auxiliaire avec l'Ontario, c'est une chose que nous examinons. Je déplore que le trésorier ontarien fasse figurer cela dans son budget avant que l'entente soit conclue, mais il reste toujours possible de la conclure.

• (1440)

LES BANQUES

LA BANQUE DE NOUVELLE-ÉCOSSE—LA SAISIE D'UNE SOCIÉTÉ DE LA COLOMBIE-BRITANNIQUE

Mme Pauline Jewett (New Westminster-Coquitlam): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances. Il a peut-être appris que la Banque de Nouvelle-Écosse venait de saisir Winde Pacific Forest Products de Colombie-Britannique, pour un prêt non remboursé. Il n'y a eu ni avertissement ni avis ni indemnisation. Plus d'une centaine de personnes ont perdu leur emploi. Le ministre ne convient-il pas qu'en saisissant cette entreprise dans une province qui arrive deuxième derrière la détentrice du record de chômage, cette banque dont les bénéfices ont augmenté de 66 p. 100 l'année dernière donne un exemple de plus de l'intransigeance et de l'irresponsabilité des banques?

L'hon. Marc Lalonde (ministre des Finances): Monsieur le Président, je voudrais seulement demander au député quel est le parti qui a retardé l'adoption des améliorations à la loi sur les faillites que le comité étudie actuellement?

ON DEMANDE AU MINISTRE D'INTERVENIR

Mme Pauline Jewett (New Westminster-Coquitlam): Monsieur le Président, le ministre répond à côté de la question. Il sait parfaitement qu'il pourrait intervenir et je lui demande quelles mesures il compte prendre, étant donné que cette banque a réalisé des bénéfices de 66 p. 100 et qu'elle a investi \$7 milliards aux États-Unis, soit 13 p. 100 de son actif? Quel règlement va-t-il promulguer pour obliger les banques à prêter un bon pourcentage de leurs capitaux d'investissement aux petites entreprises canadiennes afin d'aider les Canadiens et leur permettre de conserver leurs emplois?

L'hon. Marc Lalonde (ministre des Finances): Monsieur le Président, en fait, madame le député ne demande pas que les banques investissent davantage dans les entreprises canadiennes. Elle demande plutôt qu'elles ne recouvrent pas leurs prêts. Ce serait une méthode de gestion pour le moins curieux, même dans le cas d'une banque.

M. Stevens: Pas pour une socialiste.

* * *

LE TOURISME

ON DEMANDE AU MINISTRE DE CONCLURE UNE ENTENTE AVEC L'ONTARIO

M. Ron Stewart (Simcoe-Sud): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Industrie et du Commerce. Suite aux questions que lui a posées mon collègue le député de Halton, je voudrais demander au ministre s'il n'est pas vrai que vous n'avez aucunement l'intention de signer cette entente de 30 millions de dollars...

Des voix: Règlement.